



DECLARATION LIMINAIRE AU CDEN DU 30 JANVIER 2024

Madame la Directrice académique, Monsieur le Maire,
Mesdames et messieurs les membres du C.D.E.N,

En ce premier CDEN de l'année consacré aux collèges, nous sommes inquiet·ète·s. Les années, comme les ministres passent, les réformes s'enchaînent, mais sont-elles pensées ? Pour 2024, nous souhaiterions que notre ministre soutienne l'école publique et ses personnels. Cela devrait pourtant aller de soi, mais on en est bien loin.

Pour 2024, nous souhaiterions que le ministère arrête de faire des réformes sans avoir dressé le bilan des précédentes, et sans avoir pris le temps de l'analyse de ces bilans, parfois même sans que la réforme précédente ne soit arrivée à son plein développement.

La mise en place des groupes de niveaux au collège heurte nos valeurs, car nous savons d'expérience que cette organisation mène à la stigmatisation des élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage. Nos collègues personnels de direction sont nombreux et nombreuses à témoigner que les moyens délégués ne suffiront pas et que la mise en place de ces groupes assèchera toute marge d'autonomie dans l'organisation pédagogique. Des projets éducatifs conduits de longue date s'arrêteront, les groupes à effectifs réduits dans d'autres disciplines disparaîtront. Dans certains collèges, les moyens qui permettaient de décloisonner partiellement la SEGPA seront absorbés. On tourne donc le dos à l'inclusion et à des dynamiques que le ministère lui-même préconisait, il y a peu de temps. Ailleurs, on manquera de salles pour installer les groupes, d'enseignantes et enseignants pour les prendre en charge. Aucun texte officiel ne guide leur mise en place, créant beaucoup de flou, de colère et d'anxiété et alourdissant encore la tâche de chef·fe·s d'établissement déjà exténué·e·s.

Entre-temps, le Président de la République nous décrit une École d'avant-hier. Annonçant comme nouveautés ce qui existe déjà, il ajoute de l'incertitude (histoire des arts, théâtre) dans son propos. Ce discours ne porte aucune vision de l'école, dont notre société aurait besoin pour accompagner les jeunes dans la capacité à penser, vivre les transformations majeures qui s'annoncent. Pour le Sgen-CFDT, leur donner le pouvoir d'agir dans une société en évolution suppose la coopération, la capacité à articuler les champs disciplinaires, pour comprendre la complexité du monde, la capacité à faire commun avec les différences.

Rien n'est dit de tout cela, pas un mot sur la mixité sociale et scolaire, pas un mot sur l'amélioration des conditions de l'inclusion. L'exécutif cherche à imposer une politique éducative qui sépare, stigmatise, empile, ajoute sans souci de cohérence, en décalage majeur avec ce que les personnels vivent et s'efforcent de réaliser au quotidien.

Au SGEN-CFDT, nous sommes également fatigué·e·s des discours démagogiques sur les remplacements d'enseignantes et enseignants non assurés. Nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, la problématique des heures de cours qui manquent aux élèves mérite mieux que cela. Nous demandons, une fois encore, l'élaboration d'un diagnostic partagé, avec des indicateurs transparents et intégrant les questions soulevées par les organisations syndicales.

Les personnels sont fatigués, mais ils et elles ont le sens du service public et aimeraient qu'on ne leur demande plus de mettre en œuvre des politiques éducatives qui ne font pas sens. D'autres, las·ses de l'empilement de mesures sans cohérence, las·ses de conditions de travail qui se dégradent, cherchent à partir, ou décrochent parce que leur santé s'en trouve affectée. Cela fait plusieurs années maintenant que nous alertons sur l'épuisement professionnel et les risques psycho-sociaux, et que nous accompagnons des collègues en burn-out.

Pour le Sgen-CFDT, il faut des politiques durables de rémunération, d'organisation du travail, de qualité de vie, de formation et d'accompagnement des agents. C'est indispensable, non pas pour susciter des vocations, mais pour attirer des professionnel·elle·s du service public d'éducation. Contre les mesures délétères du choc des savoirs, pour l'amélioration des conditions de l'inclusion scolaire (et en particulier, pour la revalorisation des salaires de nos collègues AESH), pour sortir de l'agitation, pour construire une école pour toutes et tous, **le Sgen-CFDT appelle à la grève le 1er février prochain.**

Concernant les sujets à l'ordre du jour, nous continuons à demander que la baisse démographique parisienne soit une opportunité d'améliorer les conditions de travail des agents et non de faire des économies en supprimant par exemple 78 ETP dans les collèges. Lorsque nous savons que le taux de couverture des absences longues était de 94% en 2022 contre plus de 97% jusqu'en 2017, nous constatons les conséquences néfastes des choix opérés. Nous attendons donc que le Rectorat se donne les moyens d'inverser la tendance et d'arriver à assumer une des missions essentielles du service public, à savoir sa continuité.

Pour terminer, nous nous permettons nous aussi d'attirer votre attention sur la situation du collège REP Marx Dormoy, où l'Equipe de Direction vient d'être déplacée à la suite d'une enquête administrative. Nous comptons sur votre vigilance pour qu'elle soit rapidement remplacée par des personnels très compétents et en mesure de ramener la sérénité dans cet établissement sensible.

Le Sgen-CFDT vous remercie de votre écoute et de l'intérêt que vous porterez à ses remarques et revendications.

